

ment de sympathies soit comme des tendances conciliatrices.

On crut d'abord que le ministère resterait le même ou à peu près, sauf la tête. Mais là encore l'attente a fait fausse voie. Nous voguions en pleine mer de surprises. C'était à désespérer les prophètes. M. Mousseau a voulu former un gouvernement nouveau et MM. Flynn et Paquet ont dû céder leurs places à MM. Blanchet, député de la Beauce, et Starnes, conseiller législatif.

Toute la presse conservatrice ou à peu près a désapprouvé le choix du dernier.

On signale encore un changement prochain. Un conseiller législatif récemment placé parmi les *seniores* de la nation entrerait au ministère pour remplacer..... non pas M. Starnes dont personne ne paraît vouloir, mais un autre.

Cette fois la rumeur aura-t-elle prédit vrai ?

Il ne faudrait pas trop se hâter de répondre, car une autre rumeur—qui serait invraisemblable à toute autre époque moins féconde en surprises—vient de voir le jour. La voici : Le ministère de Québec compterait bientôt parmi ses membres MM. Mercier, Langelier, etc., — les chefs du parti libéral.

Laquelle des deux rumeurs faut-il croire ? Ou faut-il les croire toutes deux ?

Les journaux libéraux publient ces rumeurs sans commentaires. Pas un mot de désapprobation dans leurs colonnes au sujet de ces projets fondés ou non d'amalgame. Ce qui semble indiquer que le parti libéral ne verrait pas d'un mauvais œil de telles propositions.

Il paraît se faire, dans le parti conservateur, un grand travail de désagrégation. Dans l'état présent des esprits, le moindre événement, la réalisation, en tout ou en partie, des rumeurs courantes, peuvent déterminer une scission qui compliquerait gravement notre situation politique.

\*\*

L'Angleterre bravant les puissances continentales qui ne peuvent faire un pas sans se consulter, continue son intervention armée en Egypte. La conférence européenne n'a pas eu de résultat.

La France reste dans l'ombre, dans l'inaction, comme un pays désolé par l'anarchie. Au moment où l'intérêt de la France exigeait à un haut degré l'union et l'entente, les chambres renvoyaient le ministère de Freycinet et le remplaçaient par le cabinet Duclerc,—cabinet d'inertie et d'inaction complètes. On ne reconnaît plus le peuple français.